

EXAMEN AU CAS PAR CAS – DOCUMENT D'URBANISME ÉLABORATION ET PROCÉDURES D'ÉVOLUTION

Ce formulaire a été conçu pour vous aider dans la transmission des informations nécessaires à l'examen au cas par cas de votre projet de document d'urbanisme telles que mentionnées à l'article R104-30 du code de l'urbanisme. Il peut être utilisé pour l'ensemble des procédures concernées par l'examen au cas par cas : élaboration, révision, modification ou déclaration de projet. Les réponses à apporter doivent être adaptées en fonction de la nature de votre projet, à partir des connaissances dont vous disposez.

En application de l'article R122-18 II du code de l'environnement, ces informations sont mises en ligne sur notre site internet.

Ce formulaire doit être accompagné de tous les documents justificatifs permettant à l'autorité environnementale de comprendre votre projet, de connaître son environnement humain et naturel et d'évaluer les enjeux environnementaux (projet de règlement et de zonage, projet d'OAP,...), à transmettre en annexe.

Les liens Internet sont donnés à titre indicatif

1. Intitulé de votre projet et son état d'avancement

1.1 Renseignements généraux	
Quelle procédure souhaitez-vous réaliser ?	Quelle(s) est (sont) la (les) commune(s) concernée(s) par votre projet ?
Modification n° 3 du plan local d'urbanisme (modification de droit commun)	Commune de Megève

1.2 En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi :	
Le cas échéant, quelle est la date de débat de votre PADD ?	Sans objet (la procédure de modification n'implique pas de débat sur les orientations du PADD)
De même, connaissez-vous la date prévisionnelle de l'arrêt de votre projet ?	Sans objet

2. Coordonnées

2.1 Identification de la personne publique responsable	
Qui est la personne publique responsable ?	Commune de Megève (74) Madame Catherine JULLIEN-BRECHES – Maire
Coordonnées pour les échanges administratifs : adresse, téléphone, courriel ?	Mairie de Megève 185 route du Jaillet, 74120 MEGEVE Tél : 04.50.93.29.29 Mail : urbanisme@megeve.fr
NB : Vous indiquerez également en annexe 1 les coordonnées d'une personne ressource que nous pourrions joindre en cas de questions sur votre dossier. Ces coordonnées ne sont pas diffusées sur notre site internet.	

3. Caractéristiques générales de votre projet

3.1 Votre territoire est-il actuellement couvert par un SCoT ?

Oui	Non	Le périmètre du SCoT Mont-Blanc – Arve – Giffre a été fixé par arrêté préfectoral n° PREF/DRCL/BCLB-2017-0102 du 22 décembre 2017. Le syndicat mixte chargé du SCoT a été créé à cette occasion.
-----	-----	--

3.2 Votre territoire est-il actuellement couvert par un PLU ou une carte communale ?

Oui	Non	<p>Le territoire de la commune est couvert par un PLU approuvé le 21 mars 2017 qui a fait l'objet d'une évaluation environnementale le 17 novembre 2016.</p> <p>Depuis son approbation, le PLU a fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution : modification simplifiée n° 1 approuvée le 12 décembre 2017 (annulée par la juridiction administrative), déclarations de projet n° 1, 2, 3 et 4 approuvées les 25 juin 2018, 9 octobre 2018, 23 juillet 2019 et 30 juin 2020, modification simplifiée n° 2 approuvée le 4 septembre 2018, exécution de jugements approuvée le 14 mai 2019, mises à jour des annexes n° 1, 2 et 3 approuvées les 28 mai 2020, 9 mars 2021 et 18 avril 2022, modification simplifiée n° 4 approuvée le 8 décembre 2020.</p> <p>Le projet porte sur la modification n° 3 (de droit commun) du PLU de la commune ; il s'agit uniquement de modifier le règlement écrit du PLU. Les documents actuels sont joints en annexe, avec le projet de rapport de présentation de la modification n° 3 et le projet de règlement écrit.</p>
-----	-----	---

3.3 Quelles sont les caractéristiques générales de votre territoire ?

Au dernier recensement général, quel est le nombre d'habitants (données INSEE) ?	3 043 habitants (INSEE 2018)
Quelle est la superficie de votre ou de vos communes ?	43,90 km ²
Dans le cadre d'une procédure d'évolution, quelle est la superficie du territoire concernée par votre projet ?	L'ensemble du territoire de la commune est concerné.
Si le territoire dispose déjà d'un document d'urbanisme, indiquez la répartition actuelle des zones urbaines, à urbaniser et non urbanisées en distinguant, pour les POS et PLU, les zones agricoles et naturelles. Annexe à joindre : document graphique du plan en vigueur ou du projet	<p>Zones U : 418,90 ha soit 9,50% du territoire</p> <p>Zones AU : 8,20 ha soit 0,20% du territoire</p> <p>Zones A : 1676,30 ha soit 38,20% du territoire</p> <p>Zones N : 2286,60 ha soit 52,10% du territoire</p>

3.4 Quelles sont les grandes orientations d'aménagement de votre document d'urbanisme ?

Annexe à joindre : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre votre projet de PADD débattu par le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI (établissement public de coopération intercommunale) ; pour les autres procédures d'évolution, joindre les documents du PLU approuvé (PADD, zonage, règlement...)

La modification projetée ne modifie pas les orientations du PADD définies lors de l'élaboration du PLU.

A titre informatif, le PADD définit les orientations suivantes :

- I. Préserver les qualités identitaires de notre "socle" paysager et environnemental, source prépondérante de l'attractivité de Megève
 - a. Agir pour la préservation de la biodiversité et la mosaïque de milieux naturels en maintenant les continuums écologiques, nécessaires à la pérennité des espèces.
 - b. Maintenir les caractéristiques de notre paysage agro-pastoral dans toutes ses composantes.
 - c. Maintenir, voire conforter, les caractéristiques historiques et urbaines du centre-ville et résidentielles du Plateau du Mont d'Arbois.
 - d. Opter pour un développement moins consommateur d'espace afin de préserver la valeur "émotionnelle" des paysages de Megève, mais aussi les grands équilibres de son territoire.
 - e. Œuvrer pour limiter les pollutions et les nuisances, et prendre en compte les risques naturels et technologiques.
 - f. Œuvrer pour une gestion "raisonnée" de la ressource, et promouvoir les économies d'énergie.

- II. Soutenir notre économie locale dans toutes ses composantes, pour le maintien de l'emploi et le dynamisme touristique de notre station
- Mieux affirmer l'organisation urbaine et fonctionnelle de la station au profit de son développement touristique.
 - Soutenir le renouvellement et le développement du parc d'hébergement touristique.
 - Permettre une gestion et un confortement raisonnés des infrastructures liées aux sports d'hiver.
 - Poursuivre la diversification et le développement de l'offre hors ski et sportive, hiver et été.
 - Soutenir le commerce, les services et l'artisanat, et toute activité de nature à dynamiser l'économie présentielle et touristique de Megève.
 - Maintenir la pérennité des activités agricoles, pastorales et forestières
- III. Œuvrer pour endiguer notre déclin démographique, maintenir l'équilibre social et générationnel de notre population, et la qualité de vie à Megève
- Favoriser le développement d'un parc de logements plus diversifié sur la station.
 - Répondre aux besoins de proximité en termes d'équipements et d'infrastructures.
 - Poursuivre l'amélioration des conditions d'accessibilité et de déplacement dans la station.

3.5 Quels sont les objectifs de votre projet ? Dans quel contexte s'inscrit-il ?

Annexe à joindre : délibération engageant la procédure

Le projet porte sur la modification du règlement écrit du PLU.

Après quelques années d'application du PLU dans le cadre de l'instruction des dossiers de demandes d'autorisations d'urbanisme, la commune a fait le constat de la nécessité d'améliorer la lecture et la compréhension de certaines dispositions du règlement écrit, ainsi que de préciser et d'adapter certaines règles, pour mieux répondre au parti d'urbanisme initialement retenu lors de l'élaboration du document d'urbanisme, tel qu'exprimé dans le PADD.

Le but est de limiter les projets de construction qui, par leur hauteur, leur volume, leur gabarit, leur implantation et leur aspect extérieur, ne s'inscrivent pas harmonieusement dans le paysage et l'environnement bâti et paysager de la commune, et portent atteinte au caractère, à la qualité et à l'intérêt des lieux, sites et paysages de Megève.

La commune souhaite se doter de règles plus adaptées afin de mieux maîtriser et encadrer l'urbanisation future sur son territoire.

Les objectifs de la modification n° 3 sont les suivants :

- adapter, compléter et corriger les articles 1 à 13 du règlement applicable dans les différentes zones ;
- revoir la présentation générale du règlement afin d'améliorer sa lecture et sa compréhension, tout en levant ses ambiguïtés d'interprétation ;
- annexer un glossaire au règlement pour expliciter les termes qu'il contient.

3.6 Votre projet concerne-t-il la création d'une Unité touristique nouvelle (UTN) ?

Oui	Non	Sans objet
-----	-----	------------

3.6 Votre projet concerne-t-il la création d'une Unité touristique nouvelle (UTN) ?		

3.7 Votre projet est-il en lien avec d'autres procédures ?			
	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>Le cas échéant, précisez :</i>
Sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) :		X	
Fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ?		X	Pour information, le projet de modification sera soumis à enquête publique en application de l'article L. 153-41 du Code de l'urbanisme.

3.8 Quel est le contexte de votre projet ? Est-il concerné par...			
	<i>oui</i>	<i>non</i>	<i>Le cas échéant, précisez</i>
Les dispositions de la <u>loi Montagne</u> ? http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/#v=map43;i=zone_mont.zone_mont;l=fr;z=-734374,6551069,1960844,1399270	X		La commune est soumise à la loi Montagne.
Les dispositions de la <u>loi Littoral</u> concernant les grands lacs (Auvergne Rhône-Alpes) ? http://carto.observatoire-des-territoires.gouv.fr/Sélection_du_zonage_«_Loi_Littoral_»		X	
Un (ou plusieurs) schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (<u>SDAGE</u>) ou schéma d'aménagement et de gestion des eaux (<u>SAGE</u>) ? http://www.gesteau.eaufrance.fr/	X		Le SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027 a été approuvé par un arrêté préfectoral du 21 mars 2022.
Autres : Appartenance de votre commune à une communauté de communes ou un pays, une agglomération, un parc naturel régional...	X		La commune est membre de la communauté de communes Pays du Mont-Blanc (CCPMB).

3.9 Dans le cadre d'une procédure d'évolution portant sur un secteur précis (déclaration de projet / modification / révision allégée), précisez le secteur concerné par le projet ?	
Annexe(s) à joindre : Plan de situation permettant de localiser le projet au sein de la commune + plan de situation zoomé sur le secteur projet (ex : plan de zonage) + le règlement associé à cette zone	
Tout le territoire de la commune est concerné ; le règlement écrit de toutes les zones est modifié.	

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et impacts potentiels du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1 Présentation de votre projet	
À quel type de commune appartenez-vous ? Sélectionnez dans la liste ci-contre	Autre : Station touristique de montagne
4.1.1 Si votre projet permet la création de logements, précisez :	
Sur les 10 dernières années, quelle est la tendance démographique actuelle : augmentation de la population, stagnation, baisse du nombre d'habitants ? http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/default.asp	Le projet de modification n° 3 n'a pas pour objet de permettre la création de logements ; il s'agit d'ajuster la rédaction du règlement écrit. A titre informatif, la tendance démographique sur les 10 dernières années est à la baisse du nombre d'habitants.
Combien d'habitants supplémentaires votre projet vous permettra-t-il d'accueillir ? À quelle échéance ? Quels besoins en logements cela créera-t-il ? Précisez : Combien de logements en dents creuses, combien en extension de l'enveloppe urbaine ? Combien de logements seront réhabilités ?	Sans objet : le projet de modification n'a pas pour objectif de permettre d'accueillir des habitants supplémentaires.
Combien de logements vacants avez-vous sur votre (vos) commune(s) ? http://www.insee.fr/fr/methodes/nomenclatures/cog/default.asp	A titre informatif, en 2018, la commune comptait 163 logements vacants.
Quel taux de rétention foncière votre projet applique-t-il ? Indiquez le détail du calcul.	Sans objet : le projet de modification n'a pas pour objet d'appliquer un taux de rétention foncière.
Quelle est la superficie des zones que vous prévoyez d'ouvrir à l'urbanisation ?	Sans objet : le projet de modification n'a pas pour objet d'ouvrir des zones à l'urbanisation.
Quelle sera la surface moyenne par logement ?	Sans objet.
Par quels moyens prévoyez-vous de maîtriser l'enjeu de consommation d'espace ? Vous pouvez préciser ici (ou en annexe) comment les besoins en logements se traduisent en besoin de foncier sur votre commune et quelles sont les mesures associées de maîtrise de cet enjeu que vous mettez en oeuvre	
Sans objet. Le projet de modification porte uniquement sur l'adaptation du règlement écrit du PLU.	

4.1 Présentation de votre projet	
4.1.2 Si votre projet permet l'implantation d'activités économiques, industrielles ou commerciales, précisez :	
Le cas échéant, cette zone est-elle identifiée dans le SCoT ?	Le projet de modification n'a pas pour objet de permettre l'implantation d'activités économiques, industrielles ou commerciales.
Quelle est la surface des zones d'activités prévues ? S'agit-il d'implantation sur de nouvelles zones ou sur des secteurs déjà ouverts à l'urbanisation ?	Sans objet : le projet porte uniquement sur l'adaptation du règlement écrit du PLU.
S'il existe déjà une ou des zones d'activités sur votre territoire : <ul style="list-style-type: none"> • quelle est leur surface actuelle (occupée et disponible) ? • quel est leur taux d'occupation ? 	Sans objet. La modification porte uniquement sur une adaptation du règlement écrit.
S'il existe déjà une ou des zones d'activités à l'échelle de l'intercommunalité et du SCoT : <ul style="list-style-type: none"> • quelle est leur surface actuelle (occupée et disponible) ? • quel est leur taux d'occupation ? 	Sans objet. La modification porte uniquement sur une adaptation du règlement écrit.
Votre projet permet-il l'ouverture de toute cette surface en une fois ? Si non, prévoit-il un phasage ? Indiquez lequel et comment il s'applique ?	Sans objet.
Complétez si nécessaire (ex : projet d'OAP jointe en annexe...)	

4.2 Espaces agricoles, naturels ou forestiers			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement, les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, quels sont les enjeux identifiés ?
Des espaces agricoles ?	X		Le projet de modification n° 3 ne modifie pas le zonage des espaces agricoles ; le règlement écrit est ajusté, dont les règles applicables en zone agricole.
Des espaces boisés ?	X		Le zonage n'est pas modifié ; la modification porte uniquement sur une adaptation du règlement écrit (dont celui des zones naturelles et boisées).
Dans le cadre d'une procédure d'évolution : Des zones identifiées naturelles, forestière ou agricoles protégées au titre d'un document d'urbanisme existant ?	X		<p>Le zonage n'est pas modifié. Le règlement écrit des zones agricoles et des zones naturelles est ajusté.</p> <p>Les règles applicables aux travaux d'exhaussement et d'affouillement de sol sont en particulier clarifiées, dans l'objectif de mieux encadrer ces travaux. Actuellement les articles 2.1 des zones A et N autorisent les exhaussements et les affouillements de sol sous diverses conditions, mais sans fixer de limites en termes de hauteur et de profondeur ; l'objectif est de limiter la hauteur et la profondeur des exhaussements et des affouillements et d'assurer ainsi une meilleure protection des zones A et N.</p> <p>Dans ces zones, les ouvrages de soutènement sont</p>

		<p>désormais réglementés, toujours dans l'objectif d'une meilleure protection.</p> <p>Dans les secteurs A et Aa, dans la zone N, le secteur Nls et le STECAL, la modification n° 3 ajoute une disposition pour soumettre à déclaration préalable les travaux ayant pour effet de détruire un élément de paysage ; les dispositions similaires actuellement existantes sont maintenues dans les secteurs d'intérêt paysager/écologique, dans les corridors écologiques.</p> <p>Pour le reste, la modification n° 3 précise les règles de constructibilité concernant les dimensions des constructions, leur implantation et leur aspect pour mieux encadrer les projets réalisés.</p>
Complétez si nécessaire		
<p>Le projet de rapport de présentation de la modification n° 3 est annexé. Ce rapport détaille les modifications apportées aux dispositions du règlement écrit du PLU applicables aux zones agricoles et aux zones naturelles.</p>		

4.3 Milieux naturels sensibles et biodiversité			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Une zone Natura 2000 (ZPS, ZSC, SIC) à proximité ? http://carto.datar.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		X	La commune ne comporte pas de site Natura 2000. La modification projetée n'aura pas d'impact sur les sites Natura 2000 des communes voisines.
Un parc naturel national ou régional ?		X	Sans objet
Une réserve naturelle nationale ?		X	Sans objet
Un espace naturel sensible ?		X	Sans objet
Une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ou II ? http://carto.datar.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		X	A titre informatif, la commune compte : <ul style="list-style-type: none"> • Deux ZNIEFF de type 1 : « zones humides de Combloux et de demi-quartier » et « Massif du Joly » • Trois ZNIEFF de type 2 : « ensemble de zones humides du nord du Beaufortain », « ensemble de zones humides des environs de Combloux et Megève » et « Beaufortain » Le projet ne concerne pas directement ou indirectement ce point.
Un arrêté préfectoral de protection de biotope ? http://carto.datar.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		X	La commune se situe à proximité d'un site concerné par un arrêté préfectoral de biotope (APPB), les Aravis (APPB0gg), du côté versant nord du territoire. La modification projetée n'a toutefois aucune incidence sur ce point.
Une ou des zones humides ayant fait l'objet d'une délimitation (inventaire départemental, communal, convention RAMSAR ...) soit par inventaire soit par expertise pédologique ?		X	180 ha de zones humides sont recensés sur la commune. Mais la modification projetée n'a aucune incidence sur ce point.
Un ou des cours d'eau identifiés en liste 1 ou 2 au titre de l'article L214-17 du code de l'environnement ? https://www.eaurmc.fr/ https://agence.eau-loire-bretagne.fr/home.html http://www.eau-adour-garonne.fr/fr/index.html		X	Sans objet : le projet ne concerne pas directement ou indirectement ce point.
Complétez si nécessaire			

4.4 Continuités écologiques

<p>Y a-t-il eu à l'échelle locale (communes voisines, intercommunalités, SCoT, PNR...) ou dans un document d'urbanisme antérieur des analyses portant sur les continuités écologiques ?</p>	<p>Oui</p>	<p>Non</p>	<p>Un corridor d'importance régionale dit « fuseau » est situé entre les communes de Praz-sur-Arly et Megève. Les réservoirs de biodiversité sont plutôt localisés sur les secteurs d'altitude élevée. Le fond de vallée et les coteaux se destinent à l'urbanisation et aux pratiques sportives et s'organisent de part et d'autre des axes de déplacement.</p> <p>La dynamique écologique au sein de la commune est traitée dans le rapport de présentation établi dans le cadre de l'élaboration du PLU.</p> <p>Le projet porte uniquement sur une adaptation du règlement écrit, sans modification du zonage, et n'a aucune incidence sur les continuités écologiques.</p>
<p>Dans le Schéma Régional de Cohérence Ecologique, quels sont les éléments de la trame verte et bleue ?</p> <p>http://carto.datara.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map</p>	<p>La commune est concernée par le SRCE Rhône-Alpes approuvé par délibération du Conseil régional du 19 juin 2014.</p> <p>Le projet porte uniquement sur une adaptation du règlement écrit, sans modification du zonage, et n'a aucune incidence sur les éléments de la trame verte et bleue.</p>		

4.5 Paysage, patrimoine bâti			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Site classé ou projet de site classé ? http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		X	La commune n'est pas concernée par un site classé ou un projet de site classé.
Site inscrit ou projet de site inscrit ? http://carto.data.gouv.fr/1/dreal_nature_paysage_r82.map		X	La commune n'est pas concernée par un site inscrit ou un projet de site inscrit.
Site patrimonial remarquable (y compris anciennes ZPPAUP ou AVAP ou anciens secteurs sauvegardés) ?		X	La commune n'est pas concernée par un site patrimonial remarquable.
Éléments majeurs du patrimoine ? http://atlas.patrimoines.culture.fr/atlas/trunk/	X		Trois monuments sont inscrits sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques (Eglise Saint Jean Baptiste, Calvaire, Maison d'Henry Jacques Le Même). Certaines adaptations du règlement écrit du PLU visent à renforcer la protection des constructions d'intérêt patrimonial ou architectural (notamment les règles sur l'aspect des constructions).
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur : SCoT, charte de parc, atlas de paysage... ?		X	La commune n'est pas concernée par ce point.
Complétez si nécessaire			
La modification n° 3 renforce le droit de regard sur les travaux ayant pour effet de détruire un élément de paysage ou du patrimoine (par exemple, dans les zones A et N, une disposition est ajoutée pour soumettre ces travaux à déclaration préalable) ; les dispositions existantes en la matière sont maintenues.			

4.6 Ressource en eau			
Captages			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ?	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Périmètre de protection immédiat, rapproché, éloigné d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?		X	Le projet ne concerne pas directement ou indirectement ce point.
Autres captages prioritaires ?		X	Le projet ne concerne pas directement ou indirectement ce point.
Usages : eau potable ; gestion des eaux usées et eaux pluviales			
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins présents et futurs ?	X		La modification projetée porte uniquement sur une adaptation du règlement écrit, sans évolution du zonage. Les ressources en eau ne seront pas impactées, d'autant que l'objectif poursuivi est de réduire les possibilités de construire.

Le système d'assainissement des eaux usées a-t-il une capacité suffisante pour répondre aux besoins présents et futurs du territoire ? http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/	X		La modification projetée porte uniquement sur une adaptation du règlement écrit, sans évolution du zonage. Le système d'assainissement des eaux usées ne sera pas impacté, d'autant que l'objectif poursuivi est de réduire les possibilités de construire.
Des démarches sont-elles entreprises pour garantir la bonne gestion des eaux pluviales sur votre territoire?		X	La modification projetée porte uniquement sur une adaptation du règlement écrit, sans évolution du zonage. L'objectif étant de réduire les possibilités de construire, la gestion des eaux pluviales ne sera pas impactée.
Complétez si nécessaire			
Sur la desserte par les réseaux (article 4 des règlements de zone), la modification projetée se borne essentiellement à ajuster à la marge la rédaction de la disposition sur l'évacuation des eaux pluviales et de ruissellement.			

4.7 Sols et sous-sol			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales ?</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués :base de données BASOL ? http://basol.developpement-durable.gouv.fr/recherche.php		X	La modification projetée porte uniquement sur une adaptation du règlement écrit, sans évolution du zonage.
Anciens sites industriels et activités de services :base de données BASIAS ? http://basias.brgm.fr/donnees_liste.asp?DPT=63&carte=		X	La modification projetée porte uniquement sur une adaptation du règlement écrit, sans évolution du zonage.
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?		X	La modification projetée porte uniquement sur une adaptation du règlement écrit, sans évolution du zonage.
Complétez si nécessaire			
La modification projetée limite en particulier les possibilités d'affouillement du sol.			

4.8 Risques et nuisances			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Risques ou aléas naturels ?		X	La commune de Megève est couverte par un PPRN approuvé le 14 août 2012. La modification projetée est sans incidence car elle est limitation à l'adaptation du règlement écrit, sans modification du zonage.
Plans de prévention des risques approuvés ou en cours d'élaboration ?		X	
Nuisances ?		X	La modification projetée est sans incidence sur ce point.
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?		X	La RD 1212 fait l'objet d'un arrêté préfectoral relatif au bruit des infrastructures. La modification projetée est sans incidence ; les dispositions actuelles des articles 6 des règlements de zone, qui, hors agglomération, imposent un recul minimum par rapport à l'axe de la RD 1212 et de la RD 309, sont maintenues.
Complétez si nécessaire			

4.9 Air, énergie, climat			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
Y a t-il une desserte en transport collectif sur votre territoire	X		Desserte en bus depuis la gare de Sallanches ; navettes entre le centre bourg et le Mont d'Arbois. Le projet est sans incidence sur ce point.
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?	X		PPA de la Vallée de l'Arve. Le projet est sans incidence.
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie		X	

4.9 Air, énergie, climat			
Votre projet concerne-t-il, directement ou indirectement les points suivants ? <i>Y compris en dehors du périmètre du projet, éventuellement en dehors des limites communales ou intercommunales</i>	Oui	Non	Si oui, le(s)quel(s) ? Et quels sont les enjeux identifiés ?
(SRCAE) ? Enjeux spécifiques relevés par le PCAET (ou projet de PCAET) ?		X	
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		X	
Complétez si nécessaire			

5. Annexes (rappel)

Les annexes sont des éléments essentiels pour permettre à l'autorité environnementale de comprendre votre projet et d'évaluer les enjeux environnementaux qu'il constitue et/ou doit prendre en compte : – pour les cas d'élaboration ou de révision générale : il est recommandé de transmettre, outre le projet de PADD, un projet de zonage permettant de visualiser les secteurs prioritaires pour l'urbanisation ; – pour les procédures d'évolution partielle (révision allégée, mise en compatibilité DUP/DP, modification) : il est essentiel de fournir les documents initiaux et de préciser les éléments qui doivent évoluer (ex : plan de zonage avant/après ; règlement avant/après, OAP avant/après)		
Coordonnées de la personne à contacter	Annexe 1 ci-jointe	<input checked="" type="checkbox"/>
Élaboration ou révision « générale » de PLU ou PLUi	Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI	<input type="checkbox"/>
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	<input type="checkbox"/>
	Une version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	<input type="checkbox"/>
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet modifiant un PLU	Le projet de dossier envisagé pour la réunion d'examen conjoint	<input type="checkbox"/>
Pour tous	Délibération Arrêté prescrivant la procédure	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour les procédures d'évolution	Projet de plan de zonage AVANT/APRÈS Projet de règlement AVANT/APRÈS Autres éléments cartographiques superposant zonages et enjeux (Natura 2000, risques, ...)	<input checked="" type="checkbox"/>
Pour tous	Cartographie du PADD Autres (OAP, ...)	<input checked="" type="checkbox"/>

Liste des annexes :

Règlement graphique du PLU en vigueur **(NON MODIFIÉ)**.

Règlement écrit du PLU en vigueur.

Projet de règlement écrit modifié.

PADD du PLU en vigueur **(NON MODIFIÉ)**.

OAP sectorielles et patrimoniale du PLU en vigueur **(NON MODIFIÉ)**.

Arrêté n° 20/11/URB du 4 juin 2020 prescrivant la modification n°3 de droit commun du PLU

Projet de rapport de présentation de la modification n°3

Projet de glossaire.

6. Signature du demandeur (personne publique responsable)

Date 10 juin 2022

Le Maire

Lieu : A Megève

Catherine JULLIEN-BRECHES

